

Lendemain d'une élection présidentielle

JEAN-DOMINIQUE GIULIANI

9 mai 2012, l'élu, couvert des cicatrices d'une horrible campagne, apparaît à vingt heures sur les écrans des télévisions nationales. Les mois écoulés ont éprouvé le pays, cerné par la défiance, nourrie d'une avalanche de promesses. À deux reprises, les agences de notation ont dégradé la note de la France et sa dette est passée de 1 700 milliards d'euros à 2 300.

Les prétendants à la fonction présidentielle s'étaient beaucoup affrontés sur la place du nucléaire dans le bouquet énergétique, l'âge de la retraite, l'immigration, le droit de grève dans les transports, la prime à 1 000 ou 3 000 euros promise après l'élection et les dates d'ouverture de la chasse au raton-laveur, toutes choses qui passionnaient intensément et n'étaient d'ailleurs pas sans importance. Les investisseurs internationaux, eux, ne cessaient d'évoquer la froide sensation du défaut de paiement. La France était le dos au mur et ils n'en avaient pas parlé.

«Le successeur de Louis XIV», comme l'avait un jour qualifié Angela Merkel, présente une mine grave, les yeux rougis par trois nuits sans sommeil, la gorge nouée par l'angoisse.

«**M**ES chers compatriotes,

C'est avec gravité que je m'adresse à vous. Il y a un mois, vous m'avez donné votre confiance avec la mission de vous représenter et de conduire la France pendant cinq ans.

Ce soir, je viens vous annoncer de bien mauvaises nouvelles.

Notre pays est injustement attaqué par des forces occultes qui utilisent les énormes

moyens de la finance internationale pour nous mettre à genoux et prendre, à notre place, la direction de nos affaires.

Je m'y oppose de toutes mes forces et j'ai besoin de vous pour réussir. J'ai cherché tous les moyens permettant d'assurer la confiance dans l'état de nos finances, avec l'aide de nos partenaires européens, la garantie du Fonds monétaire international et l'appui de nos amis américains. Mais cela se révèle insuffisant.

L'agression qui est portée contre notre modèle de société ne cesse de se poursuivre, d'aggraver nos dettes, de réclamer la suppression de nos acquis sociaux, sans nous laisser le moindre espoir de retrouver la croissance et l'emploi. Voilà pourquoi j'ai décidé de ce qui suit :

Au nom de la France, je propose solennellement à l'Allemagne et à tout autre État de l'euro qui voudrait nous rejoindre de mettre en commun nos budgets et nos impôts, sous la direction d'un ministre des Finances unique, doté des pleins pouvoirs économiques, fiscaux et budgétaires. Il rendra compte de ses décisions devant nos parlements, légitimement élus, qui pourront, d'ailleurs, s'ils le souhaitent, délibérer ensemble pour approuver sa politique.

Je me rends dès ce soir à Berlin pour proposer au Chancelier et au Bundestag ce plan de relance de l'unité européenne.

Je demande au ministre des Affaires étrangères de m'indiquer sous huit jours comment, à son sens, cette avancée peut s'inscrire dans le cadre de l'Union européenne.

Je demande au Premier ministre de préparer les amendements à la Constitution qu'entraîne cette nécessité où nous sommes conduits et je vous les soumettrai, par référendum, avant la fin du mois.

Mes chers compatriotes,

La France reste la France, avec son âme, sa

langue et sa culture. Mais elle ne saurait plus longtemps être, sans réagir, le jouet de la finance internationale.

Il est temps pour elle et pour chacun de nous de récolter les bénéfices de soixante-deux ans de construction européenne en faisant en sorte qu'elle devienne désormais une union politique véritable. La France et l'Allemagne assemblées ont le poids de la Chine et la taille indispensable qu'exige le monde nouveau.

Mon devoir est de vous indiquer le chemin qui la préserve et de tracer la route qui, seule, garantira sa prospérité et sa stabilité. Je ne doute pas de votre sagesse et je vous demande pour cela, au nom de ce qui nous avons de plus cher, d'apporter votre soutien à cette proposition dont je mesure l'audace et la nouveauté. Nous n'avons plus le choix : aidez-moi, sauvons notre pays.

Vive la République,

Vive la France. »